

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

ETABLISSEMENTS SOCIAUX, MÉDICO-SOCIAUX ET
JUDICIAIRES **EN SOUFFRANCE**

Après les mobilisations réussies du 29 mars, du 26 avril et du 31 mai, une nouvelle marche en faveur des exclus du Ségur de la Santé est prévue le :

Mercredi 28 juin à 15h

Départ sur le Parvis des Droits de l'Homme à Bordeaux

MAINTENANT PLUS DE 210 ORGANISATIONS RÉUNIES, DU JAMAIS-VU !

MOBILISATION NATIONALE - **96 DÉPARTEMENTS** MOBILISÉS - 15 000 EXCLUS

Moins d'un mois après sa dernière manifestation, le collectif prévoit des rassemblements à Lille, Lyon, Bordeaux, etc. pour réclamer la revalorisation de tous les exclus du Ségur de la Santé sans attendre la mise en place d'une éventuelle convention collective unique étendue (CCUE).

La disparité de traitement salarial créée par les mesures SEGRUR et LAFORCADE a une répercussion préoccupante sur le secteur associatif déjà en tension. Il existe depuis plusieurs mois des départs massifs des exclus du SEGRUR des établissements sociaux, médico-sociaux et judiciaires. Nous alertons à nouveau les pouvoirs publics, les décideurs politiques des préoccupations majeures liées aux impacts délétères des choix de politique nationale sur nos établissements et services. Ces mesures salariales décidées par le gouvernement depuis avril 2022 sont venues compenser des salaires historiquement bas, mais continuent d'exclure des professionnels de nos secteurs. Face à cette iniquité salariale, c'est le délitement des équipes qui est en cours.

Encore à ce jour en fonction des entités, cette mesure exclut 20 à 40 % des salariés.

Pour préserver les accompagnements et le soin des publics en situation de vulnérabilité, nous demandons l'application uniforme et immédiate pour tous les professionnels de la revalorisation de 183 euros nets mensuels, et sa prise en compte dans les budgets par des dotations complémentaires avec effet rétroactif 2022. Si cette iniquité perdure dans un contexte déjà fragilisé par les démissions et la sinistralité de nos métiers, une grande partie des activités de soins et d'accompagnement sera endommagée durablement. Dans ces conditions de travail dégradées, notre capacité à assurer de front, qualité de l'accompagnement et complétude de toutes les démarches administratives (EPRD, ERRD, enquête DARES, rapports d'activités, tableaux de bords, ...) est fortement compromise. Notre objectif premier est de garantir la continuité de nos accompagnements, de nos missions associatives et institutionnelles avec des salariés engagés et reconnus équitablement.

Contact presse



PIERRE GLEDINE



06 08 93 06 87



collectif.segurpourtous@renovation.asso.fr